

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 030305 – ASA 21/017/2003

Action complémentaire sur l'AU 120/03 (ASA 21/016/2003 du 2 mai 2003)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES DE TORTURE Nouveau sujet de préoccupation : CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**INDONÉSIE**    **Kanius Murib (h) (nom corrigé)**  
                  **Numbunga Telenggen (h) (nom corrigé)**  
                  **Kimanus Wenda (h)**  
                  **Enos Lokobal (h) (nom corrigé)**  
                  **Des Wenda (h)**  
                  **Mikael Heselo (h)**  
                  **Yapray Murib (h)**  
                  **ainsi que neuf membres du Komando Distrik Militer (KODIM, commandement militaire de district) de Jayawijaya**  
**nouveaux noms :**  
                  **Terius Kogoya (h), alias Primus Kogoya, prêtre, défenseur des droits humains**  
                  **Luis Maday (h), défenseur des droits humains**  
                  **Matius Murib (h), défenseur des droits humains**  
                  **Wim Logo (h)**

**Londres, le 9 mai 2003**

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de trois défenseurs des droits humains vivant dans la ville de Wamena, district de Jayawijaya (province de la Papouasie). En effet, Terius Kogoya, prêtre et militant en faveur des droits de la personne humaine, a été arrêté et interrogé par des militaires le 8 mai dernier. Matius Murib et Luis Maday, également défenseurs des droits humains, ont eux aussi été recherchés par des soldats. Par le passé, des militants enquêtant et diffusant des informations sur des affaires d'atteintes aux droits humains en Papouasie ont reçu des menaces de mort, ont été accusés de diffamation et convoqués par la police aux fins d'interrogatoire.

Le 6 mai vers 15 heures, des soldats du *Komando Distrik Militer* (KODIM, commandement militaire de district) de Jayawijaya, également désigné sous l'appellation KODIM 1702, se sont présentés au domicile de Terius Kogoya, le pasteur de l'église baptiste de Wamena. Cet homme œuvre à la protection des personnes interpellées et détenues à la suite de l'attaque perpétrée contre le KODIM de Jayawijaya, le 4 avril dernier. Les soldats ont saisi une lettre paraphée par les proches de sept des neuf militaires arrêtés autorisant des avocats à représenter les détenus. Dans la soirée du 7 mai, trois soldats sont retournés chez Terius Kogoya. Selon les informations recueillies, ils ont menacé le prêtre ainsi que des membres de sa famille avant de quitter les lieux.

Le matin du 8 mai, des soldats ont appréhendé Terius Kogoya sans mandat d'arrêt et l'ont emmené au KODIM de Jayawijaya, où le prêtre a été interrogé sur l'offensive du 4 avril. Il a été libéré vers 13 heures, mais les militaires lui ont enjoint de revenir le lendemain accompagné de Matius Murib, un membre de la Commission des disparus et des victimes de la violence (KONTRAS) pour la Papouasie. Terius Kogoya ne s'est pas soumis à cet ordre.

Tandis que le prêtre était interrogé au KODIM de Jayawijaya, des soldats sont retournés à son domicile afin de trouver Matius Murib et Luis Maday, responsable du bureau de Wamena de l'Institut pour la protection des droits humains (*Elsham*). Il y a lieu de croire que ces trois hommes ont été pris pour cibles en raison de leurs activités de surveillance de la situation des droits humains dans la région de Wamena, à l'heure où les forces de sécurité mènent des opérations liées à l'attaque du 4 avril.

D'autre part, Amnesty International est toujours inquiète pour les huit civils et les neuf militaires du KODIM de Jayawijaya mentionnés ci-dessus. D'après les informations recueillies, ils sont au nombre des 30 personnes, sinon plus, qui ont été arrêtées dans le cadre d'opérations conjointes menées par la police et l'armée en vue de retrouver les responsables de l'offensive du 4 avril. On sait aujourd'hui que Wim Logo, appréhendé le 6 avril à Wamena, est toujours privé de liberté. Il a tout d'abord été détenu avec dix autres personnes au KODIM de Jayawijaya et aurait été battu. Tandis que ses dix codétenus ont été libérés, Wim Logo est actuellement maintenu en détention au siège de la police militaire à Djayapura. Amnesty International n'a pas obtenu de renseignements sur le traitement réservé à cet homme, mais elle est préoccupée par sa sécurité (veuillez vous reporter à l'AU 95/03, ASA 21/010/2003 du 9 avril 2003 et ses suivantes, ASA 21/011/2003 du 11 avril 2003, ASA 21/012/2003 du 14 avril 2003, ASA 21/014/2003 du 16 avril 2003 et ASA 21/015/2003 du 25 avril 2003).

Selon des informations non confirmées, Ketis Tabuni et Enggelek Tabuni, qui travaillent au sein de l'église baptiste, ont été abattus le 4 mai par des membres des *Tentara Nasional Indonesia* (TNI, Forces armées indonésiennes) à Kuyawage, dans le district de

Wamena, lors d'une des opérations actuellement menées par les forces de sécurité dans la région. D'après certaines sources, ces deux personnes étaient en train de ramasser de la nourriture dans leur jardin au moment des faits. Par ailleurs, le 2 mai, Yinggen Tabuni et Alinus Murib ont été blessés par balles par des militaires. Il semble qu'au moment où elles ont été touchées, ces personnes recherchaient des membres de leur famille qui avaient disparu. Selon les données recueillies, plus d'un millier de personnes ont fui leur domicile en raison des opérations des forces de sécurité.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité de Terius Kogoya, de Luis Maday et de Matius Murib et exhortez les autorités indonésiennes à prendre des mesures concrètes pour assurer la protection de ces personnes ;
- appelez les autorités à veiller à ce que tous les policiers et militaires soient informés du rôle légitime des défenseurs des droits humains et de leur responsabilité de protéger ces militants, conformément à la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus ;
- faites part de l'inquiétude que vous inspirent les informations selon lesquelles les huit civils mentionnés ci-dessus ont été soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements ;
- engagez les autorités à s'acquitter des obligations qui sont les leurs aux termes de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à laquelle l'Indonésie est partie, en ouvrant immédiatement une enquête efficace et impartiale sur les actes de torture qui auraient été infligés aux détenus, notamment à Mikael Heselo et aux autres civils, ainsi que sur le cas de Yapenas Murib, apparemment mort des suites de torture ;
- cherchez à obtenir des autorités la garantie qu'aucun des détenus ne sera soumis à de nouveaux actes de torture ou autres formes de mauvais traitements ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que tous les détenus soient autorisés à s'entretenir avec les avocats de leur choix, à recevoir la visite de leurs proches et à bénéficier des soins médicaux éventuellement requis par leur état de santé, et ce sans restriction ;
- demandez instamment qu'une enquête soit ouverte sur les exécutions extrajudiciaires dont Ketis Tabuni et Enggelek Tabuni auraient été victimes, et que les responsables présumés de ces agissements soient déférés à la justice.

**APPELS À :**

**Commandant militaire de la région KODAM VIII / XVII TRIKORA (qui comprend la Papouasie, anciennement désignée sous le nom d'Irian Jaya) :**

Brig. Gen. Nurdin Zainal  
Pangdam VIII / Trikora

Jl. Polimak Atas, Jayapura, Papua, Indonésie

**Télégrammes :** KODAM VIII / XVII TRIKORA, Papouasie, Indonésie

**Fax :** +62 967 531 642 / 967 537 743 (Si un correspondant vous répond, dites : " *Saya mau kirim fax* ". L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile ; merci de faire preuve de persévérance)

**Formule d'appel :** *Dear Brigadier General, / Mon Général,* (si c'est un homme qui écrit) **ou** *Général,* (si c'est une femme qui écrit)

**Chef de la police de Papouasie :**

Insp. Gen. Budi Utomo  
Head of Regional Police Papua  
Jl. Sam Ratulangi No. 8  
Jayapura, Papua  
Indonésie

**Télégrammes :** Kapolda, Papua, Indonésie

**Fax :** +62 967 531 717

**Formule d'appel :** *Dear Inspector General, / Monsieur l'inspecteur général,*

**COPIES À :**

**Président de la *Komisi Nasional Hak Asasi Manusia (Komnas HAM)* (Commission nationale des droits humains) :**

Abdul Hakim Garuda Nusantara  
Jl. Latuharhary No. 4B

Menteng, Jakarta Pusat 10310, Indonésie

**Fax :** +62 21 392 5227

**Formule d'appel :** *Dear Chairman, / Monsieur le Président,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 20 JUIN 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*